

# Le *travailleur alpin*

Résister, vivre ensemble autrement

n°341 • mars 2024  
3€

## AGRICULTURE. LE REVENU PAYSAN, UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

NOTRE DOSSIER > P.10 À 13



### EXTRÊME DROITE

Le PCF 38 en campagne pour montrer la réalité des positions de l'extrême droite.



P.4

### SYNDICALISME

La CGT se restructure dans l'agglomération grenobloise. Entretien avec Caroline Audric.



P.7

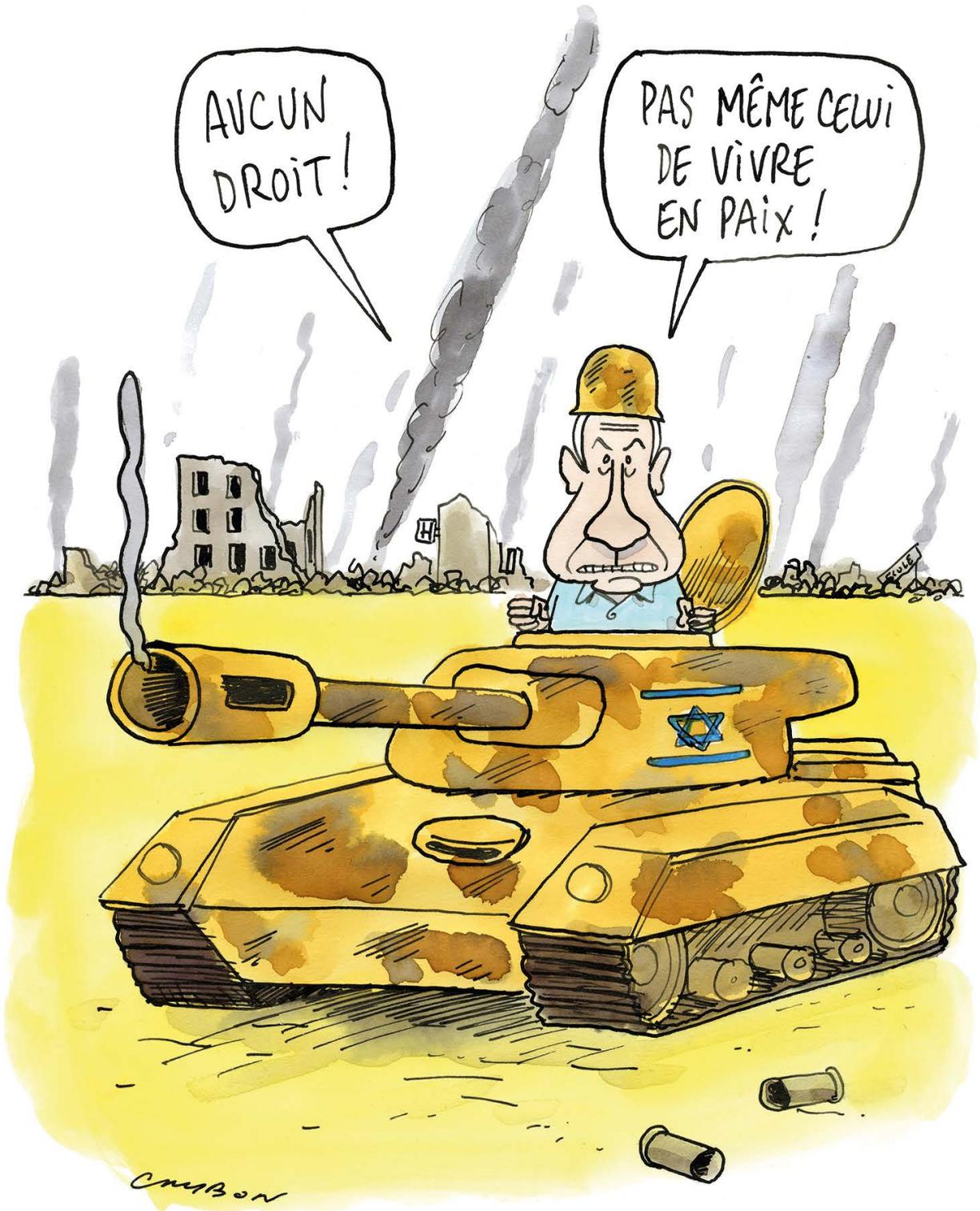
### MANOUCHIAN

Claude Collin décrit la part prise dans la résistance par les combattants immigrés.



P.9

# GAZA: NI DROIT DU SOL, NI DROIT DU SANG



## Sommaire

n°341 mars 2024

### DOSSIER

L'agriculture, les agriculteurs... la crise et les mutations nécessaires, vues d'ici. Entretien avec des responsables de la Confédération paysanne, reportage. Les points sur les revendications et les perspectives.

p.10 à 13

### POLITIQUE

Emeric Vibert, secrétaire de la section communiste de Grenoble, appelle la gauche grenobloise à se rassembler.

p.5

### FÊTE DU TA

Elle aura lieu les 28 et 29 juin, parc Marius Camet, à Saint-Égrève. La fête vue du côté « catering ».

p.8

### SCIENCES

Retour sur la conférence sur le climat donnée par Sylvestre Huet le 15 février à Grenoble.

p.14



## À LIRE SUR TRAVAILLEUR ALPIN.FR

**POLITIQUE.** Bourgoin-Jallieu. La municipalité veut privatiser la résidence autonomie la Berjallière. • Les vœux de la section communiste d'Echirrolles.

**SOCIAL.** Les salariés agricoles en première ligne de l'exploitation.

**SOCIÉTÉ.** L'hommage incomplet de la ville de Vienne aux FTP-MOI et au couple Manouchian. • Non aux fermetures de classe aux Avenières. • Manifestation pour l'abrogation de la loi asile-immigration et contre l'extrême droite.

**et de nombreux autres articles**



## Édito

### LES MINISTRES PASSENT, L'ÉCOLE TRÉPASSE !

L'éphémère et catastrophique ministre de l'Éducation Nationale ayant été exfiltrée en moins de temps qu'il n'en faut pour ôter un uniforme, le gouvernement poursuit son entreprise de démolition de l'école publique. La carte scolaire publiée dans notre département en apporte une preuve supplémentaire. 650 postes supprimés nationalement dans le premier degré, 27 dans l'Isère avec 90 fermetures de classes, voilà comment se traduit la « priorité » à l'école clamée par le président de la République. Ces fermetures s'accompagnent souvent de pressions pour obliger les équipes à constituer des classe de grande section / CP, parfois contre leur volonté et par delà les réalités matérielles. Pour réelle qu'elle soit, la baisse démographique ne saurait justifier ces choix, tant il y a des retards à rattraper. En une année, en Isère, 14000 journées de classe n'ont pas été remplacées ! La France, très en retard, pourrait se rapprocher de la moyenne des 19 élèves par classe des pays de l'OCDE. Le refus des parents et des enseignants s'affirme, comme à Fontaine où les cinq fermetures annoncées se heurtent à une résistance qui s'organise. Tandis que des millions et une énergie colossale sont gaspillés pour expérimenter « l'uniforme à l'école » dont personne ne veut. Priorité, disent-ils !

**LAURENT JADEAU**

MEMBRE DE EXÉCUTIF  
DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF



*Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928*

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :** Jérémie Giono • **DIRECTRICE :** Simone Torres • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Alain Allosio, Max Blanchard, Martine Briot, Pierre-Jean Crespeau, Claudine Didier, Didier Gosselin, Maëlle Halevy-Vitalis, Régine Hausermann, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, Pierre Labriet, Gérard Lauthier, Maryvonne Mathéoud, Anastasia Moshak, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Clément Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Clément Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE :** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel : redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** Confédération paysanne

 @LeTravailleurAlpin

 @Journal\_LeTA

 @TravailleurAlpin

 @lactuduta





Edouard Schoene

Sur le marché des Avenières, le débat engagé pour démasquer l'extrême droite.

## Extrême droite. À rebours des idées reçues

Edouard SCHOENE

**COMBATTRE LES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE PASSE PAR LE DÉBAT. C'EST LE SENS DE LA CAMPAGNE DE TERRAIN LANCÉE PAR LE PCF 38.**

Le 9 février sur le marché des Avenières, une douzaine de militants communistes distribuait un dépliant aux couleurs tricolores : « *Il y a ceux qui parlent des intérêts populaires et ceux qui les défendent* ». L'un des militants distribue son premier tract depuis sa récente adhésion au PCF.

Bon accueil et discussions, tandis que les militants sont soutenus pour leur

action pour la défense de la poste, fermée au printemps dernier, ce qui fâche les habitants qui ont signé à plus de 900 une pétition du PCF local.

Nombre de personnes croisées découvrent la proximité des élections européennes de juin et commentent parfois avec un sourire et des paroles de soutien la présence de Fabien Roussel sur le tract.

Jérémie Giono, secrétaire départemental du PCF, présent à cette initiative, en rappelle la motivation : « *l'origine de cette démarche remonte à la foire de Beaucroissant où nombre de visiteurs saluaient les communistes sur leurs actions pour les salariés, la sécurité sociale de l'alimentation... et croisaient dans le même*

*temps Marine Le Pen avec sourire, pensant – du fait du matraquage médiatique – que le RN serait une solution d'avenir. La gauche a décroché dans ces territoires. Il nous faut agir de manière forte et suivie pour montrer que l'extrême droite s'allie avec la droite contre les salariés et va même plus loin dans le libéralisme, contre le monde du travail.* » Le lancement de cette campagne a eu lieu aux Avenières, dans la circonscription où un député RN l'a emporté avec 500 voix d'avance.

Le dépliant cite une phrase entendue souvent, concernant le Rassemblement national : « *Eux, on les a pas essayés* ». Le tract répond : « *Partout où ils sont, de la commune à l'Europe, les élus d'extrême droite (RN, Reconquête, partis de Le Pen et Zemmour) mènent et soutiennent des politiques libérales (cadeaux fiscaux pour*

### On les a déjà essayés

*les plus riches, refus d'augmentation des salaires et pensions, casse des services publics* ».

D'autres lieux de distribution sont programmés dans le département, Morestel, La Mure, Bourgoin...

A l'issue de la matinée, un commerçant du marché propose une réduction à l'un des militants anti extrême droite, le récompensant « *pour son engagement* ».

A Saint-Egrève, quelques jours plus tard, lors de la distribution de ce même dépliant, une personne a adhéré au PCF. ★

## Extrême droite, la réalité de ce qu'elle soutient

Dans le dépliant diffusé sont énoncés ce que défendent le PCF, la droite (les Républicains) et l'extrême droite (RN, Reconquête) en France, en Europe et sur le terrain. Entre autres exemples, le RN vote au Parlement européen contre le renforcement des sanctions contre le blanchiment d'argent et pour la directive « secret des affaires » (*Le Monde*, 10 mai 19). Contre la taxation des super profits des multinationales (vote du 5 octobre 2022). Abstention à l'Assemblée nationale le 17 octobre 2022 pour empêcher le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Ou vote contre l'augmentation des salaires le 20 juillet 2022. Tandis qu'à Fontaine, depuis l'arrivée de la droite à la municipalité, les agressions ont augmenté de 27% (source ville-data.com).



Edouard Schoene



Emeric Vibert, secrétaire de la section PCF de Grenoble.

# Grenoble. Le PCF à l'initiative

Luc RENAUD

## LA SECTION COMMUNISTE GRENOBLOISE EST AUJOURD'HUI MOTRICE DU RASSEMBLEMENT À GAUCHE.

Ce que retient Emeric Vibert de ce début d'année, c'est sans doute d'abord le succès de la conférence débat sur le climat que la section communiste de Grenoble et la Société des lecteurs de *l'Humanité* avaient organisée à l'Île verte, à Grenoble. « 5 000 flyers distribués, des rencontres à la porte des entreprises, aux arrêts de tram, 120 participants à la conférence... c'est un encouragement », souligne Emeric.

Ce début d'année, c'est aussi la réunion le 31 janvier au siège du PCF de l'ensemble des organisations de gauche grenobloises, de l'Ades au PS, d'EELV à la France insoumise en passant par Génération-s. « En décembre, notre conférence de section avait lancé un appel aux forces de gauche; il est temps de discuter

entre nous et avec les Grenoblois pour préparer l'avenir, sous peine de nous cantonner à regarder passer les trains », précise Emeric. Car l'avenir, c'est la place de la gauche à Grenoble, ville qui fait face comme d'autres aux attaques gouvernementales, qui gère une situation particulière avec la métropole, et qui se trouve numériquement affaiblie tandis qu'Eric Piolle a annoncé qu'il ne se représenterait pas pour conduire une liste de gauche.

« Lors de cette réunion, nous avons proposé la signature d'une déclaration commune qui aurait marqué notre volonté de travailler ensemble. » Cette proposition a été rejetée, mais le principe

d'une nouvelle rencontre a été acté.

« Nous estimons important que toutes les organisations aient accepté notre

invitation, y compris les socialistes dans l'opposition municipale, que les questions à discuter soient sur la table. Reste à poursuivre et à associer les Grenoblois à ces débats qui les concernent au premier chef. »



**120 personnes ont assisté à la conférence sur le climat**

## Prochains rendez-vous

Après la participation des communistes grenoblois à la manifestation du 8 mars, leur calendrier prévoit déjà plusieurs rendez-vous. Outre les rencontres sur le terrain, deux initiatives publiques – une volonté affirmée par la conférence de section du 2 décembre – sont programmées : le 11 avril, un débat sur l'Europe et le 25 mai une fête de section. En plus de la campagne européenne et de la fête du *Travailleur alpin* des 28 et 29 juin à Saint-Egrève.

## Agir

Un travail de fond avec une ligne directrice pour le PCF grenoblois : associer tous les communistes à la vie de la section et proposer largement aux citoyens de venir rejoindre le combat des communistes pour changer la société. Inégalités sociales, climat, égalité femmes hommes, extrême droite... les raisons d'agir ne manquent pas.

## Ce que le PCF a proposé aux forces de gauche

Le 31 janvier, lors de la réunion à laquelle a participé l'ensemble des forces de gauche au siège du PCF et à l'invitation de la section communiste, un projet de déclaration commune a été présenté par les communistes. Dans cette proposition – qui n'a été ratifiée par aucun parti et mouvement, jugé prématuré – on pouvait notamment lire : « Ce travail en commun, cette élaboration collective, nous voulons y associer non seulement les forces qui composent l'arc humaniste grenoblois, mais aussi celles qui partagent nos valeurs et, tout naturellement, l'ensemble des Grenobloises qui souhaiteront y participer. Dans un premier temps, nous décidons de constituer un groupe de travail commun. Il sera chargé d'une première réflexion sur les grands axes de nos choix locaux ainsi que sur le processus d'élaboration avec les citoyen·nes ».

Une proposition de prise de position publique qui reste donc en attente.



# Rentrée scolaire. Sous le signe des fermetures et suppressions

Jean-Claude LAMARCHE

**LA BAISSÉ PRÉVUE DU NOMBRE D'ÉLÈVES EST MISE À PROFIT POUR PROJETER DE FERMER DES CLASSES, SUPPRIMER DES ENSEIGNEMENTS ET DES POSTES. TANDIS QUE LES BESOINS RESTENT TOUJOURS À POURVOIR.**

La rentrée des classes de septembre se prépare en février. Les établissements scolaires sont informés de la part du budget de l'Éducation nationale qui leur sera attribuée. Calcul basé sur les prévisions d'effectifs d'élèves, pour l'essentiel.

Dans l'élémentaire, l'administration attend 110986 élèves – 1493 de moins qu'à la rentrée 2023 – pour 892 écoles. Soit 1,7 élève de moins par école, bien moins d'un élève par classe. Si l'on pense que c'est une occasion à saisir pour diminuer les effectifs des classes (actuellement, en moyenne, plus de 30 en maternelle et plus de 27 dans l'élémentaire) pour améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants, ou les remplacements des enseignants absents... on se trompe.

CAR L'OBJECTIF EST DE RÉCUPÉRER des budgets à proportion de la diminution du nombre d'élèves. Pas forcément simple, ni même possible. On peut supprimer au mieux 0,5 poste si quelqu'un veut bien prendre un mi-temps ou accepter de travailler sur plusieurs niveaux ou établissements... On fera la chasse aux « petites structures » qui « mangent » des postes. En pratique, le directeur académique des services de l'Éducation nationale sélectionne des écoles où il supprimera une classe, donc un poste de professeur.

Dans les lycées et collèges, c'est plus difficile : il y a un professeur par discipline.



Le 1<sup>er</sup> février à Grenoble, un cortège fourni d'enseignants, de personnels et de parents.

Mais les experts ont aussi des idées. En plus de supprimer des classes, on supprime des enseignements, surtout s'ils sont optionnels, ou dans une discipline à recrutement difficile comme en mathématiques ou en sciences... on réduit les horaires des disciplines, on regroupe ou supprime des filières de formation, en particulier dans les enseignements technologiques et professionnels... qui

## Les techniques de la régression

« mangent » des postes à cause des ateliers en petits groupes avec des gros horaires, ou on remplace les heures d'enseignement par des « stages » ou de l'apprentissage en entreprise...

LES ENSEIGNANTS, LES PARENTS, les élèves, dans les écoles et les collèges, se sont mobilisés en février contre les

réductions de moyens, les fermetures de classe, les injonctions ministérielles du « choc des savoirs » aux relents ségrégationnistes, stigmatisantes pour les élèves. Dans l'agglomération grenobloise, ce fut le cas des collèges d'Eybens, de Saint-Egrève, Sassenage, Vif, des écoles à Grenoble, Noyarey, Fontaine, Saint-Egrève... mais aussi dans toute l'Isère.

POUR OBTENIR UNE AMÉLIORATION de leurs conditions matérielles (travail, salaires, postes...), contre cette politique éducative et la promotion officielle de l'enseignement privé, les personnels de l'Éducation nationale, à l'appel de leurs organisations syndicales unies (FSU, FO, CGT, SUD) ont fait grève (très suivie) et manifesté (rejoints par les retraités et les lycéens) les 1<sup>er</sup> et 6 février.

Le combat pour une politique éducative au service des élèves, et particulièrement les moins favorisés socialement, va continuer. ★

# CGT. Une UL pour plus de syndicats

Luc RENAUD

**LA CRÉATION DE L'UNION LOCALE DU GRAND GRENOBLE SIGNE LA VOLONTÉ DE LA CGT DE DÉVELOPPER SON ACTIVITÉ AU PLUS PRÈS DES SALARIÉS.**

« **B**ien sûr, il y a les aspects légaux, de mise en conformité avec la réglementation qui précise les conditions de l'activité syndicale, mais là n'est pas l'essentiel ». Caroline Audric est secrétaire générale de l'union locale CGT du Grand Grenoble, nouvelle structure dont les syndicats CGT concernés ont acté la naissance lors de leur congrès du 7 décembre de l'année dernière.

Ce qui change? Une évolution du périmètre : les UL de Grenoble, Saint-Egrève et Saint-Martin-d'Hères se retrouvent en une seule structure syndicale. « C'est une décision que nous avons prise collectivement pour améliorer l'efficacité de l'outil interprofessionnel au service des syndicats et des salariés », souligne Caroline Audric.

L'enjeu territorial est important.

« Saint-Martin-d'Hères et Saint-Egrève sont des zones en développement, avec notamment l'ouverture prochaine de Neyrpic et l'importance des zones commerciales de

**Nouer des liens pour créer des syndicats**



Luc Renaud

Caroline Audric, secrétaire générale de l'union locale CGT du Grand Grenoble.

Saint-Egrève. » Par profession, c'est aussi l'ambition d'un développement dans le secteur de la santé privée, implantée à Echirolles et à Saint-Martin-d'Hères. En ligne de mire également, les élections dans les très petites entreprises qui auront lieu du 25 novembre au 9 décembre de cette année, élection pour laquelle le niveau interprofessionnel est décisif.

L'UL du Grand Grenoble souhaite également améliorer le soutien aux syndiqués. « Avec vingt-huit membres de

la commission exécutive et de nombreux militants attachés à l'interpro, l'UL actuelle est armée pour développer la formation des syndiqués, assurer la solidarité vis-à-vis de camarades qui se trouvent isolés, répondre aux sollicitations de nos syndicats. »

Et puis, et là n'est pas le moins important, l'objectif est de déployer la CGT, de créer de nouveaux syndicats. « Entre la presque île et Saint-Egrève, entre le CHU et les cliniques privées, il y a des liens à nouer pour la défense des salariés. » ★

## Des locaux à faire vivre

Les permanences syndicales et juridiques sont l'une des réponses aux besoins de salariés. Cet accueil n'est pas le seul intérêt des locaux. « Le lien entre syndiqués, c'est aussi une forme de solidarité », note Caroline Audric. Des locaux accueillants, dans lesquels des rendez-vous conviviaux peuvent s'organiser, contribuent à la vitalité de la CGT. C'est l'une des ambitions de l'UL que de faire vivre les trois antennes dont elle dispose.

## L'UL du Grand Grenoble

L'union locale CGT du Grand Grenoble est l'outil interprofessionnel à la disposition des syndicats de vingt-et-une communes, d'Echirolles à Saint-Egrève, en passant par Venon, Saint-Martin-d'Hères et la frange ouest du massif de la Chartreuse. Les unions locales de Fontaine et Pont-de-Claix ne sont pas concernées par ces modifications. L'UL de Grenoble dispose de trois antennes, à la bourse du travail de Grenoble, au 15 rue le Corbusier à Saint-Martin-d'Hères et au 29 rue des Glairaux à Saint-Egrève.

## 28 et 29 juin

La fête du Travailleur alpin aura lieu les 28 et 29 juin, dans le parc Marius Camet, devant l'hôtel de ville de Saint-Égrève, arrêt de tram E Pont-de-Vence. Une édition, qui après les deux années passées à l'esplanade de Grenoble, marquera le retour de l'herbe verte. C'est en effet un superbe parc arboré qui accueillera la fête, et pour de longues années, assurément...



Luc Renaud

Lors d'une de visites du parc par l'équipe d'organisation.

## Un livre pour conter des vies

C'est son deuxième numéro et il a vu le jour à l'automne dernier. Le livre #2 d'un monde gourmand, l'atelier cuisine de l'association Point d'eau. Au fil des 108 pages richement illustrées de l'ouvrage, des recettes, bien sûr, des recettes de tous horizons, que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Mais aussi des récits, des parcours de vie, écrits par ceux qui ont participé à cet atelier. Leurs vies, leurs drames souvent, de quoi donner à voir ce que l'humanité vit aujourd'hui. Pourquoi l'arrivée en France, dans quelles conditions, pourquoi la rue chez ceux qui n'ont jamais quitté l'hexagone, l'espoir aussi de jours meilleurs, la chaleur de la solidarité. Instructif, évidemment, mais tellement plus que ça.

# Point d'eau et la fête du TA, une belle histoire



Luc Renaud

Les participants à l'atelier cuisine Un monde gourmand.

Luc RENAUD

### SOLIDARITÉ CONCRÈTE. LE SENS DU PARTENARIAT NOUÉ PAR POINT D'EAU ET LA FÊTE DU TA.

**L**e catering, autrement dit la cantine des monteurs, des artistes et techniciens. Une des faces méconnues de la fête du Travailleur alpin. Elle ouvre dès le premier jour du montage et ferme au démontage. Dix jours, des centaines de repas servis à un nombre de convives aléatoire, à n'importe quel horaire pendant les deux jours d'ouverture au public,

au rythme du spectacle.

Une responsabilité assumée par des militants qui, depuis deux ans, ont pu compter sur le renfort de l'association Point d'eau et de son cuisinier, Akim Slaimi. Bien plus qu'un cuisinier d'ailleurs, ce que l'on appelle une « cheville ouvrière ».

## Un monde gourmand

Point d'eau et la fête du TA, deux ans d'une aventure partagée.

L'association a de multiples cordes à son arc avec un

objet, la solidarité. Tous ceux que la vie a laissé de côté peuvent se retrouver, se poser se reconstruire à Point d'eau. On y croise des sans abris, des migrants avec ou sans papiers, des privés d'emploi. Au menu, des repas, des consultations médicales, des sorties culturelles, des maraudes, un jardin... Des ateliers aussi pour réparer, fabriquer, créer des jouets, des vêtements, des meubles... Et un atelier cuisine, « Un monde gourmand ».

Une équipe de volontaires se retrouve ainsi les mercredis et samedis pour cuisiner ensemble et pour tous. De quoi améliorer l'ordinaire.

L'an dernier, ils ont donné la main au catering de la fête du TA. « *Tous veulent en être, sourit Akim Slaimi, c'est l'occasion pour tous de découvrir le spectacle, son organisation, son ambiance, de côtoyer les artistes... c'est une expérience inoubliable* ».

La fête du Travailleur alpin, une fête solidaire jusqu'au bout des ongles. ★



Luc Renaud

« *Le plus grand des plaisirs, ce sont ces rencontres, la diversité des cultures qui s'exprime autour d'un repas, ces visions du monde différentes, ces langues qui portent ces regards, le partage de ces richesses...* » Akim Slaimi, entre autres maître d'œuvre de l'atelier de cuisine « Un monde gourmand ».

# ... Etrangers et nos frères pourtant \*

Max BLANCHARD

**AVEC LA PARUTION DE « LES ÉTRANGERS DE LA MOI DANS LA RÉSISTANCE » CLAUDE COLLIN VIENT CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DE LA PART PRISE PAR LES COMBATTANTS IMMIGRÉS.**

Un livre opportun : immigration et MOI sont d'actualité. « Mais les MOI, ce n'est pas que l'Affiche rouge, ce n'est pas seulement la région parisienne ! », précise Claude Collin.

LES FRANCS-TIREURS ET PARTISANS-Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) sont les unités de la Résistance communiste fondées pour conduire la guérilla urbaine en France contre l'occupant. Formées par des cadres syndicaux des « groupes de langue » de la Main-d'œuvre immigrée à l'initiative du PCF, avant la guerre, ils sont ensuite intégrés aux FTP. Ces organisations d'étrangers ont joué un rôle à l'échelon national, notamment dans les grandes villes de la zone Sud où ils furent souvent parmi les tout premiers à se lancer dans la lutte armée.

À travers témoignages et analyses de documents d'archive réédités, ce recueil donne une vision d'ensemble de leur action, apportant un éclairage original sur le vécu de ces combattants d'origine étrangère, militants communistes éprouvés, dont certains ont fait la guerre d'Espagne.

A LYON ET GRENOBLE, les détachements Carmagnole et Liberté furent parmi les premiers à se lancer dans la lutte armée. À Grenoble, ville où les Allemands remplacent les Italiens en septembre 1943, c'est au printemps 1943 qu'apparaît le groupe qui donnera naissance au détachement Liberté. La composition des FTP-MOI grenoblois révèle une forte présence d'immigrés juifs d'Europe centrale, notamment polonais. Le rôle des



Max Blanchard

Claude Collin.

Italiens est déterminant. Ce sont eux qui ont acheté, volé, échangé les premières armes aux troupes d'occupation italiennes. Ce sont dans leurs baraques de jardin qu'ont été cachées les munitions. Ce sont les mineurs polonais de La Mure qui livrent les premiers

explosifs que le détachement Liberté utilise pour les sabotages. Des ouvriers, membre de la colonie hongroise employée à l'usine de la Viscose, fournissent aide et renseignements.

DES TÉMOIGNAGES SONT poignants, tels celui du hongrois Imre Brüll-Boc : « Nous n'étions pas des tueurs. Mais tuer quelqu'un à bout portant, même un ennemi dans une guerre, même le pire ennemi, c'est quelque chose qui vous remue terriblement et qu'on ne peut jamais oublier ». « De l'automne 43 au 20 août 44, Liberté comptabilise 173 actions homologuées, soit plus de quatorze actions par mois, une tous les deux jours, pendant douze mois », rappelle l'historien, pour qui « aucune organisation de résistance n'a plus fait que la MOI ». ★

\* L'affiche rouge (Aragon)

## Claude Collin

**HISTORIEN, ANCIEN MAÎTRE** de conférences de l'université Stendhal de Grenoble, il est l'auteur de séries radiophoniques, de films documentaires et d'ouvrages sur l'histoire de l'occupation, de la Résistance. *Les étrangers de la MOI dans la Résistance* est publié aux éditions Les Indes savantes.

**CLAUDE COLLIN DONNERA** une conférence sur le thème « Elles étaient toutes très jeunes : les filles de la MOI dans la Résistance iséroise », le 26 mars à 18 h dans les salons de l'hôtel de ville de Grenoble.



# Le travail paysan, variable d'ajustement des marges de l'industrie et de la distribution

Maud Charat

agricultrice à Saint-Aupre et élue de la Confédération paysanne à la chambre d'agriculture

**Vivre de son travail. D'un travail indispensable. C'est la revendication première des agriculteurs. Dans un pays où des millions de personnes n'ont pas accès à une nourriture saine en quantité nécessaire, c'est aujourd'hui un enjeu de société. Et plus des mutations incontournables liées au changement climatique et à la sauvegarde de la biodiversité.**

Claudine DIDIER & Luc RENAUD

« **N**ous sommes sans doute la seule profession qui ignore, avant qu'il soit commercialisé, à quel prix elle va pouvoir vendre le fruit de son travail; ce n'est pas le producteur qui fixe son prix de vente. » Maud Charat, agricultrice à Saint-Aupre et élue de la Confédération paysanne à la chambre d'agriculture, évoque d'abord la question du revenu. « Une question de dignité », dit-elle, en plus de du minimum nécessaire pour vivre.

Un tiers des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté. Situation contrastée : rien à voir entre les grands exploitants céréaliers et la petite exploitation. Reste une réalité : le prix payé au producteurs tout comme le prix payé par le consommateur échappe aux uns... comme aux autres.

**LA LOI ISSUE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION** dite EGAlim date de 2018. Elle était censée établir des prix planchers. Le premier – gros – trou dans la raquette, c'est qu'elle tient compte des prix de production. « La rémunération du travail ne fait pas partie des bases de calcul », note Maud Charat. La Confédération paysanne demande « l'instauration de prix planchers au niveau de notre prix de revient (coûts et rémunération du travail, incluant les cotisations) ». Mais là n'est pas le seul problème : ces prix de production servent de base de négociation à 30% du volume de la production agricole, qui passe par des organisations professionnelles avec des prix planchers, le reste est régi par... les lois du marché et les négociations entre industriels de l'agroalimentaire et grande distribution. Ce que le barrage établi par deux cents agriculteurs à l'appel de la confédération paysanne au péage de Saint-Quentin-Fallavier voulait dénoncer, à proximité des plateformes logistiques.

Revenu, et conditions de travail. Stéphane Gervat, agriculteur à Saint-Siméon-de-Bressieux, en témoigne : « Il faut être passionné, avec soixante-cinq heures de travail pour une semaine normale. C'est sept jours sur sept. Tous les matins dès 5h30 et finir vers 19h30. Avec les marchés de novembre et décembre, il faut compter quatre-vingt-dix heures par semaine. Les vacances, c'est deux jours par an ».

**UN TEMPS DE TRAVAIL POUR PARTIE CONSACRÉ** aux dossiers administratifs. Notamment pour remplir les dossiers qui permettent d'avoir accès aux subventions de la Politique agricole com-

mune, sans lesquelles l'agriculture n'existerait plus en France. « Les critères d'attribution favorisent les grandes exploitations mécanisées avec le système de prime à l'hectare, commente Maud Charat, nous demandons un système de prime au travail humain ». Mais il y a aussi le temps de travail consacré à l'ordinateur, d'autant que des normes nationales s'ajoutent aux exigences européennes. Chaque parcelle doit être caractérisée, chaque animal suivi. Avec le système connu des plateformes qui bloquent le processus si la machine estime que la réponse apportée ne lui convient pas. D'autant plus complexe pour les exploitations de polyculture élevage aux parcelles morcelées, comme l'est l'exploitation de Maud Charat.

« **C'EST TRÈS LONG ET J'Y PASSE DE PLUS EN PLUS de temps, il faut faire les dossiers, puis reprendre avec les modifications demandées, joindre les photos...** », précise Stéphane Gervat. Le tout pour des versements dont le solde intervient parfois un an après la demande. Non sans quelques aberrations : « On sait travailler avec les aléas climatiques, la sécheresse, la pluie... et pourtant on nous dit quand il faut semer. Deux jours par semaine, il y a des photos satellites qui surveillent nos terres, avec un contrôle si la coloration n'est pas celle attendue. Un arbre qui crève, on n'a pas le droit de le couper même s'il est dangereux, il faut attendre l'accord de la direction départementale des territoires, envoyer des photos, faire une demande ». Un système dont il est impossible de s'abstraire : « J'ai eu un contrôle de la Cour européenne des comptes. Quatre voitures sont arrivées et quinze personnes représentaient quatre pays dont un député européen », se souvient Stéphane Gervat.

## Les trous dans la raquette de la loi EGAlim

S'abstraire – un peu – du système, c'est possible grâce à la vente directe. L'Isère est l'un des départements où la part de la vente directe est la plus développée. Pour des raisons géographiques et démographiques : des bassins de consommation à proximité d'une agriculture diversifiée. « C'est un autre métier », note Maud Charat. « La relation avec la clientèle, je trouve ça gratifiant, mais il existe aussi des paysans qui souhaitent se concentrer sur le travail agricole. » D'autant que, dans le pays, les producteurs sont parfois géographiquement éloignés des consommateurs : « A la Conf, nous défendons tout aussi bien les agriculteurs en filière courte que longue ».





Claudine Didier

Stéphane Gervat, exploitant agricole à Saint-Siméon-de-Bressieux.

# L'agriculture a besoin de la science

Luc RENAUD

**Une agriculture plus vertueuse? En développant la recherche et en accompagnant la mutation. Pas en dénonçant les pratiques agricoles.**

“**D**es plans de réduction des produits phytosanitaires, ça existe depuis des décennies et pourtant la consommation ne diminue pas », constate Maud Charat, élue de la Confédération paysanne à la chambre d'agriculture. Une nécessité, pourtant. D'abord pour la santé des agriculteurs, en première ligne face aux risques sanitaires que représentent ces usages.

Revenir sur les restrictions d'emploi de ces produits n'en est pas moins une demande de la profession. « A la Conf, nous pensons que c'est une catastrophe écologique; cela dit, tout le monde peut comprendre le ras-le-bol face aux importations et à l'absence d'alternatives à la chimie. »

Si des agriculteurs utilisent des produits phytosanitaires, ce n'est pas toujours de gaieté de cœur. « Je m'en sers le moins possible, témoigne ainsi Stéphane Gervat, ne serait-ce que parce que c'est de plus en plus cher. »

Sortir de l'agriculture chimique ne passe pas par l'amputation des revenus par une écologie punitive, mais implique un développement de la recherche agronomique. « La recherche

manque de financements et il faut aussi savoir que toutes les molécules actuellement utilisées ne pourront pas être remplacées : ce sont des techniques à revoir, à mettre au point, pour aller vers des sols plus vivants... ce qui implique de la formation et un accompagnement économique ». En un mot, la transition imposée et subie par des agriculteurs pris à la gorge, ça ne marche pas.

Et pourtant, le gouvernement poursuit dans cette logique. « Les aides à la conversion vers l'agriculture biologique diminuent et l'aide au maintien en bio a été supprimée en 2017 », note Maud Charat.

Plus encore, les débouchés se réduisent. « Le bio bénéficie d'une image qui a été exploitée par la distribution pour accroître ses marges, explique Maud Charat, des marges très supérieures sur le bio comparativement à la production conventionnelle. » En cette période de réduction du pou-

## Sur-marges sur le bio

voir d'achat, la consommation du bio diminue et réduit les débouchés. D'où l'une des revendications de la Confédération paysanne, « l'interdiction des sur-marges de la grande distribution, pratiquées sur les signes officiels de qualité, notamment sur les produits bio ».

La transition est nécessaire pour des raisons sanitaires, climatiques et environnementales. Elle ne se fera pas contre les agriculteurs. ★

## Concurrence déloyale

Colère. Colère devant ces importations qui n'obéissent pas aux mêmes règles que celles qui régissent la production en France. Ce que favorise la multiplication des traités de libre échange ratifiés par l'Union européenne. Le Mercosur avec l'Amérique latine et sa production de viande fait l'actualité; il est pour l'heure suspendu. Mais les accords avec le Canada, qui utilise des pesticides interdits en France, ou la Nouvelle-Zélande et ses ovins sont sur les rails. Des accords lointains qui masquent une réalité plus importante en volume : la concurrence des pays européens. Chaque État peut imposer des normes plus strictes que le plancher européen. Ce que fait la France. Et l'on pense ici aux fraises andalouses. D'où la revendication paysanne : taxer aux frontières pour que le prix d'entrée soit équivalent au coût de revient français.



DR



Laurent Colas, maraîcher à Moirans, l'un des responsables de la Confédération paysanne en Isère.

# Libérer l'alimentation des marchés financiers

Maryvonne MATHÉOUD

**La sécurité sociale de l'alimentation : une pratique qui germe dans quelques grandes villes.**

**L** Bordeaux, Strasbourg, Lyon, Montpellier expérimentent la sécurité sociale de l'alimentation. À Montpellier, une caisse permet aux habitants volontaires de dépenser chaque mois 100 euros via une monnaie solidaire, dans des lieux de distribution alimentaire ouverts à tous, choisis par un comité (épiceries, magasins, groupements d'achats... respectant des critères élaborés par le comité local).

Cette caisse a pour but de favoriser et soutenir l'accès des habitants à des aliments sains, produits dans des conditions respectueuses de l'environnement, et de contribuer au développement de circuits de production et de distribution « durables » en termes de santé, d'environnement, d'accessibilité, d'économie, de travail... La caisse

est financée par les cotisations volontaires des membres, et complétée par des subventions.

Grenoble a acté le premier pas vers une SSA. Les adjoints Antoine Back et Salima Djidel en ont présenté le projet dont la mise en œuvre pourrait avoir lieu à l'automne.

« C'est un enjeu, indique Laurent Colas, maraîcher à Moirans, militant à la confédération paysanne, qui propose une convention citoyenne de l'alimentation pour cerner les besoins de production. « Nous avons déjà tous nos circuits de distribution. Il faut plus de producteurs au niveau

local pour assurer la souveraineté alimentaire de tous. Nous devons sortir du libre échange pour que les pay-

sans soient rémunérés correctement et puissent accéder à du foncier. »

La terre à cultiver, cela reste une difficulté : « Il faut être à l'affût. Lorsque du foncier se libère, ce sont souvent de grandes surfaces et il est difficile de postuler. »



**Un projet grenoblois pour l'automne**

## La sécurité sociale de l'alimentation

Les fondements de la sécurité sociale de l'alimentation sont l'universalité, le financement par la cotisation et le conventionnement démocratique. Universalité : le droit pour tous d'accéder à l'alimentation de son choix, que l'on soit riche ou pauvre. Cotisation : chaque citoyen finance le système de sécurité sociale de l'alimentation en fonction de ses moyens et utilise sa carte de sécurité sociale alimentaire selon ses besoins. Conventionnement démocratique : un contrat entre le producteur et celui qui mange. Des citoyens qui décident en assemblées collectives de leur alimentation, des types de produits qu'ils souhaitent manger et du revenu assuré aux paysans conventionnés. Ce qui permet de dissocier les prix agricoles du marché.

La SSA est prévue pour être intégrée au régime général de la Sécurité sociale.

L'alimentation est l'un des trois postes de dépenses contraintes des ménages, avec le logement notamment.

# 11

millions de Français ne mangent pas à leur faim, soit 16% de la population (9% en 2016). Ce chiffre est issu d'une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), publié le 17 mai 2023. La précarité alimentaire touche particulièrement les jeunes adultes : 24% des moins de 40 ans ne mangent pas à leur faim, contre 17% des 50-59 ans. Parmi ceux qui connaissent la précarité alimentaire, on retrouve davantage de femmes que d'hommes (18% contre 14%).

## Suicides

Selon des études de la Mutualité sociale agricole, deux agriculteurs se suicident chaque jour, en moyenne, en France. Différentes études estiment entre un quart et un tiers le nombre d'agriculteurs dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté.

# Pour que la Terre reste habitable

Claudine KAHANE

**Le 15 février, la section du PCF de Grenoble et les lecteurs de l'Humanité ont organisé une conférence-débat sur le thème de l'urgence climatique avec le journaliste scientifique Sylvestre Huet - bien connu des lecteurs du Travailleur alpin dont il a tenu la rubrique scientifique pendant sept ans. La soirée a rassemblé 120 participants.**

**L**e climat change. Pourquoi? Comment? Que faire? Telles sont les questions qu'aborde Sylvestre Huet, notamment sur la base des derniers rapports du GIEC.

Les premières alertes scientifiques sur les évolutions climatiques datent des années 80; le GIEC a été créé en 1988 et son premier rapport, publié en 1990, comportait même des recommandations, dont l'adoption d'une convention climat de l'ONU, effectivement signée en 1992. Les rapports suivants du GIEC dressent le bilan des résultats scientifiques, effectué par ses trois groupes de travail (principes physiques, impacts et vulnérabilité, moyens d'atténuer). La responsabilité dans le changement climatique de nos émissions de gaz à effet de serre (très liées aux énergies fossiles, charbon, pétrole et gaz), a ainsi été établie de façon désormais indiscutable.

**POURTANT, LES DÉCISIONS POLITIQUES** n'ont en rien atténué cette évolution et conduisent aujourd'hui à un réchauffement de 3°C au moins à l'horizon 2100. Les conséquences en sont déjà perceptibles (sécheresses, canicules, précipitations intenses, fonte des glaces, élévation du niveau des mers...) et mettent déjà en danger (famines, inondations...) de nombreuses populations, essentiellement les plus pauvres.

Cet échec n'est pas dû à l'ignorance des dirigeants politiques, ni à l'absence de technologies alternatives.



Cent vingt personnes ont participé à cette conférence débat animée par Sylvestre Huet.

Parmi les éléments mis au jour par le GIEC, Sylvestre Huet mentionne l'objectif incontournable d'éradiquer la grande pauvreté (1,9 milliard de personnes sur 5,5 milliards d'humains en 1990; 0,8 sur 8 milliards en 2020). Avec pour effet l'augmentation de la consommation d'énergies fossiles, en Asie notamment. Aujourd'hui, la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> n'en provient pas moins des 10% des humains les plus riches. En France, la moitié des émissions est le fait des 20% de la population les plus fortunés.

**« La sobriété est incompatible avec les inégalités »**

Autre facteur, l'incompréhension ou le refus d'admettre le réchauffement climatique, qui touche encore 30% de l'opinion publique.

**RESTE L'ESSENTIEL, L'ESSENCE** du capitalisme : la recherche du profit maximum en un temps minimum qui ne permet pas la mise en œuvre des choix stratégiques

qui assureraient la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre.

En conclusion de cette présentation, Sylvestre Huet insiste sur l'effet désastreux du matraquage publicitaire et de la dépendance à la consommation et nous lance un défi : « *Sortir du capitalisme est-il plus difficile que de sortir des énergies fossiles?* » De fait, « *la sobriété est incompatible avec les inégalités* ».

**A L'ISSUE DE CET EXPOSÉ**, Antonin Grandfond a présenté les propositions du PCF sur la sortie des énergies fossiles, la décarbonation des transports, des logements, de l'industrie et de l'agriculture avec l'objectif pour la France de la neutralité carbone en 2050.

Le temps de questions et d'échanges, très animé, qui a suivi a permis de conclure que face à l'urgence, il est indispensable de s'engager à la fois individuellement dans nos pratiques et collectivement dans nos choix politiques. ★

*Le GIEC Urgence climat*, 2023, Sylvestre Huet, ed. Tallandier.  
*Croquis de sciences*, 2024, Sylvestre Huet, éditions de l'Humanité.  
*Empreinte 2050, plan climat pour la France*, les propositions du PCF, disponible à la fédération du PCF, 20 rue Emile Gueynard à Grenoble.

# Voiron et les Italiennes

Gérard LAUTHIER

**La soierie voironnaise a largement recruté en Piémont des ouvrières dont les conditions de vie étaient épouvantables.**

**R**éputée en 1850 pour ses filatures de chanvre, Voiron se tourne ensuite vers la soie, au point de devenir une annexe de la Fabrique lyonnaise, maître d'œuvre des soyeux. Pour ce faire, elle a besoin d'ouvrières nombreuses, recrutées d'abord dans la région, puis, face aux mauvaises conditions de travail et au turn-over, dans le Piémont. Cela lui vaut la réputation d'être une ville italienne.

**QUELLE EST LA RÉALITÉ?** En 1880, on y dénombre cent douze étrangers et en 1914 cinq cent vingt, presque tous italiens – sur environ douze mille habitants, soient 4,3% de la population. C'est peu, mais l'image de la ville est plombée par la situation de l'entreprise Permezel, située en périphérie, dans le quartier Paviot, à la Potinière.

C'est une usine-pensionnat, comme il en existe de nombreuses dans le Bas-Dauphiné. Elle emploie cinq cents ouvrières, dont trois cent cinquante italiennes, enfermées dans cette usine, recrutées dans la région de Turin, par son directeur et un aumônier, l'abbé Besson. Les promesses faites lors de l'embauche (salaire élevé, indemnité d'apprentissage, paiements des frais de voyage aller-retour) ne sont pas tenues.

**EN 1906, LORS DE LA GRANDE GRÈVE** des tisseuses de Voiron, la réalité apparaît au grand jour. Lucie Baud écrira trois ans plus tard : « Les pauvres femmes déclarèrent n'avoir ja-

## Séparation dans la cuisine et les dortoirs

Archives IHS CGT



Cette usine-pensionnat employait cinq cent ouvrières.

*mais mangé à leur faim... Elles étaient réduites à ramasser dans les caisses à ordures les débris de légumes que jetaient leurs collègues françaises... ».*

Les rapports entre les deux communautés ne pouvaient pas être au beau fixe. En 1899, après avoir demandé le renvoi de quatre-vingt-cinq étrangères qu'elles jugent agressives, provocatrices et arrogantes, les ouvrières françaises menacent de se mettre en grève, si elles n'obtiennent pas d'être séparées des Italiennes dans la cuisine et les dortoirs. Le patron leur donne satisfaction sur ces deux derniers points.

**CET ANTAGONISME S'ESTOMPE** progressivement. Les usines pensionnats se vident, se trans-

forment en petits et moyens ateliers. En 1921, Permezel ne compte plus que soixante-treize Italiennes sur cent vingt internes. Des familles se créent, plus du quart des ouvrières italiennes sont mères. Elles ne résident plus forcément dans le quartier Paviot. Leurs époux travaillent avec les artisans locaux, surtout dans la maçonnerie. Leurs enfants obtiennent la nationalité française.

L'intégration s'est donc réalisée, sur un laps de temps relativement bref – trente ans. Au final, le poids des Italiennes à Voiron a toujours été plus symbolique que réel. ★

Cette rubrique est issue des travaux de recherche de l'Institut CGT d'histoire sociale.

Archives IHS CGT



La distribution de viande

Distribution de viande lors d'une grève générale à Voiron.

# La montagne sans neige, ça commence aujourd'hui !

Laurent JADEAU

**Au cœur des vacances d'hiver, mi février, le constat est là : cette année encore, les stations de basse et moyenne altitude se retrouvent « au vert ». Les compétitions internationales elles-mêmes sont impactées, et plusieurs grands noms des sports d'hiver tirent la sonnette d'alarme.**

**À** Autrans, en ce début des vacances d'hiver des Grenoblois, c'est presque le printemps : autour du foyer de ski de fond, du vert partout et plus de 12° dans la journée. Les pistes du domaine Village sont fermées depuis la semaine de la foulée blanche, fin janvier, et seules quelques vertes du plateau de Gève, à 1250 mètres d'altitude, permettent aux fondeurs de goûter encore à la glisse.

**POUR LA DEUXIÈME ANNÉE DE SUITE**, le Vercors, comme tous les massifs de moyenne altitude, souffre d'un déficit d'enneigement très important, remettant en cause de façon accélérée un modèle économique à bout de souffle. La situation est encore moins enviable dans le Jura, le massif Central ou les Vosges. La station d'Autrans-Méaudre, déjà plombée par l'exercice précédent avait dû annoncer dès cet été, la fermeture pour l'hiver d'une bonne partie de ses remontées mécaniques.

**DANS LE « GRAND CIRQUE BLANC »** des compétitions internationales, la situation n'est guère plus réjouissante malgré les moyens techniques colossaux mobilisés. Déjà la saison dernière, la plupart des épreuves de ski alpin du début de saison, en novembre et décembre, avaient dû être annulées. Ce début d'hiver s'est



En pleines vacances d'hiver, le départ des pistes de fond à Lans-en-Vercors désespérément vertes.

avéré à peine mieux, et beaucoup de compétitions sont maintenant maintenues à grand renfort de moyens démesurés. Outre l'utilisation massive de la neige de culture, ce sont des balais de camions qui déplacent ce qui reste de neige sur les pistes des compétitions. Des millions de mètres cubes d'or blanc sont parfois conservés l'été pour resservir la saison suivante, c'est ce qu'on nomme le « snowfarming ». On a vu également les

## La colère de Martin Fourcade

championnats du Monde de Biathlon, en République tchèque, s'ouvrir sous une pluie battante avec des athlètes concourant en manches courtes !

**QUELQUES GRAND NOMS COMMENCENT À** tirer le signal d'alarme. Franck Piccard, ancien champion olympique, prône l'arrêt de la fuite en avant d'un accroissement sans fin des stations d'altitude.

Celui qui, depuis sa retraite sportive, vit pourtant du commerce lié au ski affirme : « À cause de cinquante ans de ski alpin, tout le monde associe la montagne à un séjour de ski. Il faut changer ça ».

**MARTIN FOURCADE, SEPT FOIS VAINQUEUR** de la coupe du monde de biathlon, s'est lui vivement mis en colère contre les organisateurs de l'épreuve d'Oberhof, en Allemagne, à 800 m. d'altitude. « De combien d'années à répandre de la neige artificielle (produite dans un gigantesque frigo) sur des sols détremés l'IBU a-t-elle besoin avant de suivre ses engagements concernant le climat ? Il est peut-être temps de choisir un lieu qui correspond à notre époque », a-t-il posté en anglais sur X.

Le samedi 4 mai, à Grenoble, ces questions, comme toutes celles qui se posent pour l'avenir de nos massifs, seront débattues lors des « Assises de la montagne », organisées par le groupe de travail Montagne du Parti communiste français. ★

# La coutume des gnocchi du 29 du mois

Alain ALLOSIO

**En Argentine, la coutume veut que l'assiette de gnocchi consommée le 29 du mois apporte richesse et prospérité.**

**D**epuis décembre 2023, l'Argentine est soumise à un régime d'ultralibéralisme imposé par l'homme à la tronçonneuse, Javier Milei. Il a fait de cet outil le symbole des coupes drastiques qu'il compte opérer dans les dépenses publiques afin de mettre fin à « cette aberration appelée justice sociale, synonyme de déficit budgétaire ». Au menu, Milei prévoit un train de réformes dérégulatrices pour l'Argentine, troisième économie d'Amérique latine, où le taux de pauvreté atteint 40%. Le 5 février, des centaines d'opposants à Milei ont formé à Buenos-Aires une « file de la faim » longue de deux kilomètres pour protester contre les retards et les restrictions touchant l'aide alimentaire.

2024 a été une année solidaire avec les Argentins : elle leur a offert un 29 février. Une coutume veut que, le 29 de chaque mois, les familles argentines mangent des gnocchis, plat italien par excellence, simple et pas cher. On compte en effet 15 à 20 millions d'Argentins d'ascendance italienne, soit plus de la moitié de la population. La tradition des « gnocchi du 29 » supposés porter chance, a pour origine une légende du VIII<sup>e</sup> siècle : Pantaléon, jeune médecin en pèlerinage, demanda du pain à de pauvres paysans de Vénétie, le vingt-neuvième jour d'un mois. Ceux-ci l'invitèrent à partager leur pitance. En remerciement, Pantaléon leur annonça pêches et récoltes abondantes.

L'usage de placer, le 29 de chaque mois, une pièce ou un billet sous l'assiette de gnocchi est supposé renouveler la prospérité accordée par Pantaléon. Il n'est pas interdit de tenter l'expérience un autre jour du mois. Pour voir. Et pour se régaler. ★

**La moitié des Argentins sont d'origine italienne**



Alain Allosio

À défaut d'un rigagnocchi, on pourra utiliser une fourchette pour strier les gnocchi.

## Gnocchi de pomme de terre

*La pomme de terre a été consommée dès l'Antiquité, mais les Européens ne la découvrent qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, importée des Amériques. Purée de pomme de terre et farine feront dès lors bon ménage pour préparer la pâte à gnocchi.*

*Pour 4 personnes : 500 g de pommes de terre à la chair ferme - de vieilles pommes de terre - et 160 g de farine.*

*Mélanger les pommes de terre en purée avec la farine et une pincée de sel pour obtenir une pâte homogène à ne pas travailler trop longtemps sous peine de coller et de refroidir.*

*Former de petits boudins de pâte, les détailler à la grosseur souhaitée. À défaut d'un rigagnocchi, le petit outil en bois qui sert à strier les gnocchis afin qu'ils absorbent la sauce, utiliser une simple fourchette sur laquelle on fait rouler les gnocchi d'un coup de pouce.*

*Aussitôt préparés, aussitôt cuits : les plonger dans une eau salée frémissante et dès qu'ils remontent à la surface les égoutter et transférer dans une bonne sauce tomate, un jus de rôti ou du beurre parfumé de feuilles de sauge et pecorino.*

*Attention, consommer les croyances avec modération !*

## L'accord mets vin

Pierre-Hubert ROUGNY

*Un vin effervescent traditionnel pour un plat simple traditionnel : le pétillant « Royal Seyssel » vin élaboré par le domaine de la ferme de Jeanne, dans l'Ain, à Flaxieu. C'est un vin traditionnel sec (12°), « extra brut » (sans liqueur d'expédition). Un assemblage de cépages de molette et altesse. Il est élaboré par une méthode traditionnelle et soumis à trois ans de vieillissement. Un vin aux notes de fruits blancs et d'agrumes qui sauront mettre en valeur les saveurs subtiles des gnocchi. Extra brut 2017. 21€. Le vin des Alpes 8 rue de Strasbourg à Grenoble*



DR



DR

Moses Isegawa en 2011

## Lire

LES COUPS DE CŒUR  
DE RÉGINE HAUSERMANN

### LA FOSSE AUX SERPENTS

MOSES ISEGAWA

*D'origine ougandaise, l'auteur publie en 1999 un deuxième roman dont l'action restitue l'atmosphère de violence, de paranoïa, d'arbitraire et de corruption généralisée qui ont marqué la dictature du sinistre Maréchal Amin Dada.*

Quinze jours après son retour de Grande-Bretagne où il a fait de brillantes études de mathématiques, Bat Kasanga est convié à un entretien d'embauche assez baroque ! « *A bord d'un hélicoptère militaire, un Mirage Avenger porte-missiles, propriété privée de Samson Bazooka Ondogar.* » Il s'étonne que le ministre de l'Energie et de la Communication le convoque dans un tel endroit mais il est aux anges. Ne va-t-il pas « *à la rencontre de sa destinée ?* »

Rien ne peut altérer sa fierté : ni les statues colossales du maréchal Amin Dada « *disséminées dans tout le pays* », ni « *la propagation de l'astrologie dans le pays* », ni les immenses richesses du général-ministre

Bazooka, ni sa toute puissance.

Bat est propulsé Numéro Deux du Ministère, chargé de mettre de l'ordre, avec « *entière liberté de renvoyer n'importe qui* ». Bat aime le luxe et prend goût à sa nouvelle vie : villa de fonction avec vue imprenable sur le lac Victoria, domestiques, terrain de golf à proximité, Jaguar XJ 10 achetée à un étranger chassé du pays. Seules trois personnes possèdent ce véhicule - deux généraux et lui - « *raison pour laquelle les soldats ne l'arrêtaient jamais aux barrages routiers.* »

Bat apprécie le travail ministériel. « Il tyrannisait ses employés comme un véritable négrier. » Célibataire, il rend souvent visite à des amis. Kalanda avec qui il a fait les quatre cents coups pendant leurs années universitaires travaille dans une banque ougandaise. Sa femme à la banque Barclays. Après les bons repas préparés par Mme Kalanda, ils bavardent sur la terrasse, « *jouissant de l'air frais et parfumé du soir* », à peine dérangés par les bruits de tir à proximité.

A l'instar de la classe dominante - « *militaires, pirates, gangsters, profiteurs* » - il est invité à de fréquents et somptueux mariages, « *distraktion nationale* » arrivant juste après « *les séances de spiritisme* ».

En une petite dizaine de pages, Moses Isegawa brosse le portrait du général Bazooka et de son ascension sociale. Né en 1938 comme Bat, mais au bas de l'échelle sociale, il n'eut de cesse de devenir un prince, malgré sa haine de l'école et grâce à son goût pour l'armée. Colonel au moment du coup d'état du général Idi Amin, le 21 janvier 1971, il fut vite promu dans l'entourage du nouveau chef

suprême.

Mais pour durer, il faut contrôler ceux dont on se méfie comme ceux qui sont censés être nos obligés. C'est pourquoi Bazooka envoie auprès de Bat une espionne à son service, une certaine Victoria. Bat va faire l'expérience que rien n'est assuré dans un régime dictatorial, tant règnent la paranoïa, l'arbitraire et la violence.

Moses Isegawa est né en 1963 à Kampala (Ouganda). Il avait donc entre huit et seize ans lors

du régime tyrannique et sanguinaire du maréchal Idi Amin Dada. Après des études dans un séminaire catholique ougandais, il enseigne l'histoire dans un lycée puis s'exile aux Pays-Bas en 1990. Il apprend le néerlandais et obtient la nationalité néerlandaise en 1995. En 1998 il publie son premier roman - *Abyssinian chronicles* - écrit en anglais, traduit dans une quinzaine de langues. Il retourne en 2005 en Ouganda.

Ed. Albin Michel, 1999, 326 p.

### Merci, monsieur Badinter !

Combien nous avons été fière, le 17 septembre 1981, que l'abolition de la peine de mort soit votée dans notre pays ! S'inscrivant dans la lignée de Victor Hugo et d'Albert Camus, Robert Badinter s'est élevé contre cette barbarie qui consiste à « *couper un homme en deux* » alors que cela ne règle rien.

Lors de notre carrière de professeur de lettres, nous avons souvent travaillé sur le thème de la peine de mort avec nos élèves et étudiant-es. Parce que rien n'est jamais acquis.

Nous lisions des extraits des philosophes des lumières, Montesquieu, Voltaire ou Beccaria.

Nous commentions leurs arguments. Nous les comparions à ceux de Victor Hugo dans la préface du *Dernier jour d'un condamné*. Nous discutons des moyens propres au discours oral - celui de Robert Badinter -, à l'essai ou au roman pour convaincre et/ou persuader. Une année, nous avons pu emmener une classe assister à la mise en scène de Claude Gueux (1834), ce texte formidable dans lequel Hugo donne la parole à un homme condamné à mort pour avoir tué le gardien-chef de la prison de Clairvaux.

« *Cette tête de l'homme du peuple, cultivez-la, défrichez-la, arrosez-la, moralisez-la, utilisez-la ; vous n'aurez pas besoin de la couper.* »

Cette dernière phrase du plaidoyer de Victor Hugo, Robert Badinter - qui se définit comme « *un hugolâtre de la première heure* » - la reprend pour conclure son livret d'opéra intitulé *Claude*, créé à l'Opéra de Lyon en 2013.

L'homme s'est éteint mais ses écrits et ses plaidoiries demeurent. Lisons, écoutons, cet homme des Lumières, cet homme de lettres. Continuons le combat pour la liberté, l'égalité, les droits humains.



EXPOSITION  
17 FÉV. > 23 SEPT. 2024

Chic ! Denis Rouvre, au musée Hébert



Le Firmament à La Rampe

DR

Victor Tonelli

## Sortir

### SI C'EST UNE FILLE - COMPAGNIE MA' | MARION ALZIEU

**LA DANSE RENCONTRE LE  
THÉÂTRE ET LE CHANT, POUR  
CÉLÉBRER LA FEMME, RENDRE  
COMPTE DE SA PUISSANCE.**

Marion Alzieu soulève avec sensibilité la question de la place du corps féminin dans l'espace social à travers différents tableaux chorégraphiques, pour six interprètes. Quelles sont les réactions des corps face aux dominations et selon les cultures.

En partenariat avec la Maison pour l'égalité femmes-hommes

Durée 1h10 / 9 à 22 €

La Rampe - Echirolles

Ma.12 mars 20h

### LE CONCERT DE LA LOGE : LES QUATRE SAISONS

**LE TUBE DE VIVALDI POUR FÊTER  
LE PRINTEMPS EN JETANT DES  
PONTS ENTRE LES DISCIPLINES :**

### LA MUSIQUE BAROQUE ET LE HIP-HOP.

Le chef Julien Chauvin et le chorégraphe Mourad Merzouki ont rêvé une version des quatre concertos en lien avec la nature, dans laquelle la chorégraphie des corps répond à celle des astres. Avec la complicité de Coline Serreau, ils nous offrent une œuvre totale, sonore et visuelle, entièrement au service de la musique originale.

Durée 1h15 / 5 à 46 €

MC2-Grenoble

Je.21 mars 20h

### IT DANSA

**UNE SOIRÉE EXCEPTIONNELLE  
AVEC LA COMPAGNIE ESPA-  
GNOLE ET SES DIX-HUIT JEUNES  
VIRTUOSES POUR DÉCOUVRIR  
TROIS ŒUVRES EMBLÉMA-  
TIQUES.**

Kaash d'Akram Khan : sublime évocation de l'origine du monde

créant des ponts entre danse contemporaine et danse kathak indienne. D'une beauté sèche et nette.

Lo Que No Se Ve de Gustavo Ramirez Sansano : trois duos se succèdent explorant les relations de couple. Une proposition intimiste et pleine de sensibilité. Minus 16 de Ohad Naharin : au son des musiques traditionnelles israéliennes et cubaines, les danseurs parés de costumes noirs se soumettent aux contraintes de l'improvisation et de la participation du public.

Durée 1h35 / 9 à 31 €

La Rampe - Echirolles

Me.27 et Je.28 mars 20h

### LE FIRMAMENT - THÉÂTRE DANS L'ANGLETERRE DU 18ÈME S., DOUZE FEMMES, MEMBRES D'UN JURY POPULAIRE, DÉCOUVRENT LE POUVOIR EXORBITANT DE CONDAMNER À MORT.

Il s'agit de juger Sally Poppy - dont la vie a été marquée par la violence - pour le meurtre d'une fillette. Dehors la foule haineuse attend tandis que les récits de vie des douze femmes se croisent dans une confrontation à huis clos. Un récit captivant de Lucy Kirkwood mis en scène par Chloé Dabert dans une mécanique théâtrale implacable.

Durée 2h45 / 5 à 29 €

MC2-Grenoble

Me.27 et Je.28 mars 19h30

### DES HABITS ET NOUS...

**De février 2024 à septembre 2025** Dans les musées du département de l'Isère C'est gratuit !

#### SACRÉS RUBANS (!) - CARTE BLANCHE À RÉBECCA (!) FABULATRICE

Eglise Saint-Laurent - Grenoble

Le travail de Rébecca Plisson, artiste grenobloise, reine de l'enrubannage est bluffant ! Son matériau est la bretelle de soutien-gorge qu'elle récupère parmi les stocks invendus de grandes marques de lingerie et avec lesquels elle habille les objets du quotidien. Ici, elle transforme des squelettes et des objets liturgiques, mariant le profane et le sacré. **Jusqu'au 14 octobre 2024** Tous les jours de 10h à 18h sauf le 1er mai

#### VÊTEMENTS ET ÉLÉGANCE - 1800-1900

Musée Hébert - La Tronche

Le vêtement a d'abord servi à se protéger puis il s'est diversifié au fil du temps. La notion de mode est apparue, répondant aux goûts d'une époque, d'une région, d'une classe sociale. Au fil des salles, une traversée haute en couleur dans l'histoire du goût et des codes vestimentaires de la bourgeoisie du 19e siècle. **Jusqu'au 22 juillet 2024**

#### DENIS ROUVRE. PHOTOGRAPHIES

Musée Hébert - La Tronche

Fruit d'une rencontre avec la communauté d'Emmaüs, les portraits photographiques interrogent nos modes de consommation et révèlent la beauté des frêpes ! Ils dialoguent curieusement avec les portraits peints par Ernest Hébert au 19ème s. **Jusqu'au 23 septembre 2024**

Autres expositions à venir. Programme complet sur [deshabitsetnous.isere.fr](https://deshabitsetnous.isere.fr)

# Vous avez dit réarmement ?

Marie-Christine VERGIAT  
Députée européenne honoraire GUE/NGL

**Le budget de la défense a augmenté de 23% par rapport à la période 2014-2018. Tandis que le président de la République s'attache au retour de l'uniforme à l'école et au réarmement des utérus..**

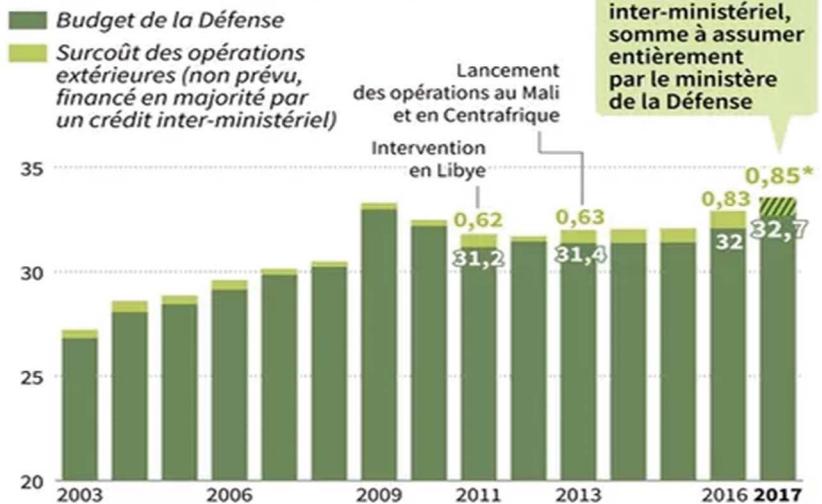
**L**e président de la République nous a habitué depuis fort longtemps à un vocabulaire guerrier. Ce fut notamment le cas pendant la crise sanitaire, période au cours de laquelle, beaucoup doivent se rappeler que les décisions étaient prises dans le cadre d'un conseil de défense et que nous étions en guerre... contre le virus. Un vocabulaire hallucinant face à la situation dramatique dans laquelle se trouvaient et se trouvent encore les hôpitaux.

Dans le même esprit, le budget de la défense (pardon celui des armées) a augmenté de façon effarante depuis 2017. Il est passé de 32,3 milliards d'euros à 43,9 milliards en 2023 avec l'objectif d'atteindre 2% du PIB soit plus de 50 milliards. Cela représente une augmentation moyenne de 7,4 milliards d'euros par an ; un budget en augmentation de 23% par rapport à la période 2014-2018.

**PLUS RÉCEMMENT EN NOVEMBRE** dernier, les parlementaires ont décidé que les fonds du livret de développement durable et solidaire et du livret A et pourraient désormais bénéficier également à l'industrie de la défense. Et ce, alors que les mesures pour faire face aux changements climatiques tardent tant à venir et que la crise du logement devient dramatique (quinze millions de personnes mal logées selon la Fondation Abbé Pierre et 300000 à la rue). Les sommes concer-

## Budget et coûts de la Défense

Chiffres en milliards d'euros courants



Une augmentation de plus de 11 milliards depuis 2017. Sources : ministère de la Défense et Sénat.

nées ne seront sans doute pas colossales mais quel symbole<sup>(1)</sup>.

**MI-JANVIER, LE PRÉSIDENT** de la République nous a annoncé un « réarmement » civique et démographique.

S'agissant du premier, le président de la République propose de revenir à l'uniforme dans les écoles et à la remise officielle des diplômes, ce qui s'ajoute à son obsession du SNU, le service national universel. En résumé, il veut faire de chaque petite Française et de chaque petit Français, un bon petit soldat et non

moins que d'instrumentaliser le corps des femmes et en particulier leurs ventres à coup de plan de lutte contre l'infertilité. Alors on a envie de lui dire comme l'a fait une chroniqueuse de France Inter : « laissez nos utérus en paix ». Nombre de commentaires, après les réactions notamment des féministes, ont jugé ce vocabulaire contreproductif, moralisateur et infantilisant, surtout quand le discours est prononcé par le premier chef d'État français à ne pas avoir eu d'enfant !

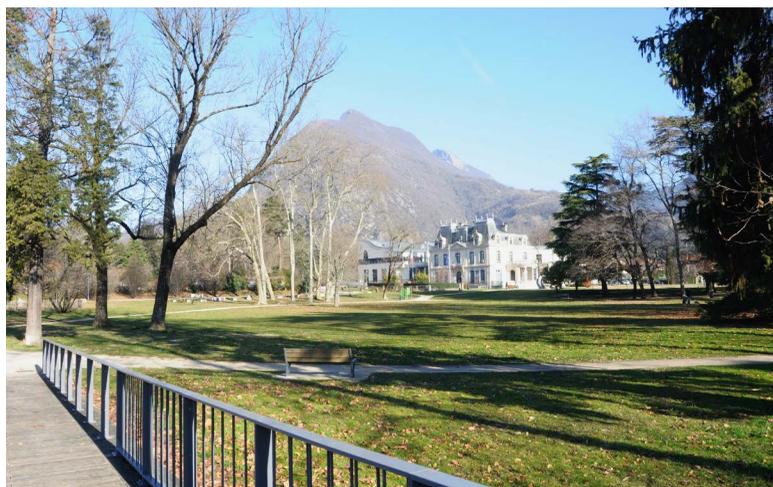
**IMMANQUABLEMENT, ON PENSE** au trop célèbre « Travail, famille, patrie », et après le triste épisode de la loi sur l'asile et l'immigration où l'on a vu les voix de la majorité gouvernementale s'allier, avec fort peu de scrupules, avec celle de la droite et de l'extrême droite, on se dit que cet homme est vraiment capable de tout... ★

## De quoi faire penser au trop célèbre « Travail famille patrie »

plus un jeune citoyen ou citoyenne en devenir capable de développer son esprit critique et d'être capable des choix en étant outiller pour le faire.

**MAIS POUR LE SECOND,** on en tombe littéralement par terre. Il s'agit ni plus ni

(1) Même consternation en ce domaine quand on voit nommer comme responsable des politiques du logement un parlementaire qui a fait voter un texte qui au nom de la lutte contre les squats va faciliter les expulsions locatives



Luc Renaud

**LA FÊTE DU TRAVAILLEUR ALPIN À SAINT-ÉGRÈVE.** Nouvelle édition et nouveau lieu pour la fête du TA. Elle aura lieu les 27 et 28 juin à Saint-Egrève, sous les frais ombrages du parc Maurice Camet, à toute proximité de l'hôtel de ville. Un parc directement desservi par le tram E, arrêt Pont-de-Vence. Les vignettes diffusées par les militants communistes et les syndicats et associations partenaires de la fête seront prochainement disponibles. Une date à marquer d'une croix rouge sur les agendas et un nouveau lieu à faire largement connaître.

## La disparition de **Francine Valeyre**

Militante communiste, dirigeante départementale, Francine Valeyre était une femme engagée et soucieuse de fraternité. La nouvelle de sa disparition a été douloureuse pour tous ceux qui ont connu sa gentillesse et son sens des relations humaines. Militante communiste, dirigeante départementale responsable du secteur de la vie du parti pendant dix ans, elle avait pris sa retraite en 2011. Elle laisse le souvenir d'une femme d'une grande qualité d'écoute, avec toujours une volonté de rassembler sans faire de concessions sur des positions qu'elle pensait juste. Elle était très attentive à ce que les débats entre les communistes se déroulent dans un climat fraternel, elle était aussi appréciée pour ces raisons. Passionnée, Francine Valeyre l'était dans d'autres domaines, la peinture notamment. Elle peignait elle-même et exposait ses œuvres en différentes occasions. Notre journal présente ses condoléances attristées à Alain Pernet, son mari, à sa famille et ses proches.

## L'agenda du PCF 38

### SAMEDI 16 MARS

Débat public TA/S2LH sur « la presse progressiste et l'univers numérique », à Echirolles, avec Cyprien Caddeo, journaliste à *l'Humanité*. Banquet républicain et soirée festive

### VENDREDI 22 MARS

Réunion publique sur le thème de la sécurité publique à Rives, avec notamment Robin Salecroix, responsable national du PCF; Antony Caillé, secrétaire général de la CGT Police

### MERCREDI 10 AVRIL

Rassemblement contre la vie chère.

### SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 AVRIL

Foire de Beaucroissant avec la participation d'André Chassaing le samedi. Programme du samedi : 11h-13h, participation à l'inauguration de la foire et déambulation. 13h30-15h30, repas avec acteurs du collectif « sécurité sociale de l'alimentation ». 16h-17h30, réunion publique « élections européennes » dans le stand.

### SAMEDI 4 MAI

Assises de la moyenne montagne

### SAMEDI 18 MAI

« Carré des résistances ». 18h : inauguration de l'exposition sur Missak Manoukian. 19h : projection d'un documentaire sur la MOI dans la Résistance, suivi d'un débat. 20h30 : repas républicain

## Une Saint-Valentin qui questionne

Ce 14 février, des universitaires grenoblois se sont retrouvés pour fêter la sortie d'un petit ouvrage intitulé *Dictionnaire amoureux et néanmoins critique de l'université*. Il rassemble des textes écrits par une trentaine d'enseignants, chercheurs de l'université de Grenoble.

Cette parution faite suite à une initiative lancée par des militants syndicaux de la FSU début 2021. Face à la dégradation, déjà entamée de longue date mais fortement aggravée par la crise sanitaire, des conditions de travail et d'étude à l'université, ils ont proposé à leurs collègues de se réunir et d'échanger au sein d'un collectif baptisé « Et maintenant on fait quoi? » pour reprendre l'initiative collective. Ces rencontres ont conduit à des ateliers d'écriture où les participant.e.s ont exprimé sous forme de lettres d'amour à leur université leurs émotions, déceptions, fureurs, attentes, revendications... concernant leur métier. Et voilà ces lettres désormais réunies dans un « dictionnaire amoureux », qui a vocation à continuer à s'enrichir sous forme d'une anthologie permanente en ligne.

Pour en savoir plus ou contribuer à cette anthologie permanente : <https://lc.cx/7WMin7>  
Pour se procurer le dictionnaire : <https://lc.cx/2FWCpt>

**Le PCF de Beaufort organise un thé dansant le dimanche 31 mars à 15h à la salle polyvalente de Beaufort. Animé par Alain Robert.**

Depuis très longtemps, les philosophes, les penseurs ou les politiques ont pensé la valeur du **travail**, pour en faire des analyses précises et longues, ou encore des déclarations rapides et percutantes dans l'opinion publique. Karl Marx est l'un de ces philosophes à produire un ouvrage très détaillé permettant de décrire la valeur du **travail** et la valeur du capital dans les mécanismes de production moderne.

En indiquant que **travailler est un devoir**, à l'approche d'une grève d'agents des chemins de fer, le Premier ministre utilise une traditionnelle et malheureusement efficace technique de gestion de grève : cibler les grévistes en les soumettant au regard des médias et de l'opinion, surtout à l'approche des vacances.

Une utilisation récente, et politiquement spectaculaire d'efficacité, est à noter quand, en 2007, le candidat de droite à l'élection présidentielle Nicolas Sarkozy indique qu'il souhaite que les Français puissent « **travailler** plus pour gagner plus ». Des journalistes analysent qu'il est désormais le chantre de « **la valeur travail** ». Pendant ce temps, la candidate de gauche, Ségolène Royal, annonce qu'elle est favorable à faire chanter *la Marseillaise* par les élèves devant le drapeau français. Certains ont parlé d'une forme d'inversion des valeurs.

De nombreux partis politiques de culture marxiste ont utilisé le mot **travail** dans leurs statuts, principalement pour défendre les travailleurs et les travailleuses face à l'exploitation du capital. Les partis communistes du monde entier ont d'ailleurs très majoritairement choisi des « outils de **travail** », comme le marteau et la faucille, pour emblème.

De l'autre côté du spectre politique, à l'extrême droite, le mot **travail** rappelle de mauvais souvenirs. Il est choisi par Pétain pour faire partie de la devise du nouvel « Etat français » qui n'est plus une république : **Travail**, Famille, Patrie. Il est également inscrit en allemand au frontispice des camps nazis dans l'expression « **le travail rend libre** ».

« Les Français savent que la grève est un droit, mais aussi que **travailler est un devoir** »

**GABRIEL ATTAL**

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE LE 14 FÉVRIER, À LA VEILLE DE LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS À LA SNCF

Rappelons que techniquement et en droit, et notamment en droit constitutionnel, et parce que nous sommes dans une république sociale qui a été construite après la seconde guerre mondiale, avoir un emploi est un droit, faire grève est un droit, et **travailler est un droit**, plus qu'un devoir.

Chaque mois le Travailleur alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à [redaction@travailleur-alpin.fr](mailto:redaction@travailleur-alpin.fr)



**MOTS À RETROUVER :**

- PAYSAN
- NOURRITURE
- CLIMAT
- BIODIVERSITE
- PRODUCTEUR
- CONFEDERATION
- EXPLOITATION
- CEREALIER
- CONSOMMATEUR
- REMUNERATION
- CHAMP
- AGROALIMENTAIRE
- DISTRIBUTION
- SALAIRE
- HECTARE
- SECHERESSE
- AGRICOLE

P V Y D J B I O D I V E R S I T E O C B  
 E O E S D F S O E V B E V W R S I P X M  
 P F R F A D N J J L C M Ç B B H P A R X  
 B S A G P B O V W N O T E D F B P Y V J  
 F R T T N F I K N O M C R D C R R S E T  
 T U C C S Q T W W I A P I B X T O A R I  
 M I E D U Q A L J T U O A R B Q D N U T  
 R I H X Q F R W D A A E L E G M U K T A  
 N N X M T Y E N V T H H A K Q A C M I M  
 O G V Q N D N T H I C C S H X O T M R I  
 I M R G O O U M L O Q H J W W I E F R L  
 T S U V Y N M O U L E A K X E N U Y U C  
 U Y C Q N W E Q X P L M H D R T R F O Y  
 B Z W L C Ç R P A X Ç P V H E X U G N F  
 I F V S R E I L A E R E C F W S V K J H  
 R U Y O F E R I A T N E M I L A O R G A  
 T C O N F E D E R A T I O N J S H O C Y  
 S U Y R U E T A M M O S N O C I L J L A  
 I P B R D S E C H E R E S S E T T V G E  
 D I Y N J Z Ç W A V Y V J X U C Q C Ç Y

**NOUS TROUVER EN KIOSQUE :**

- **TABAC PRESSE LOYTIER BRUNO** - 9 place Verdun, 38320 Eybens
- **TABAC-PRESSE LE TOTEM** - 113 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF** - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
- **BAR RESTAURANT LE SQUARE** - place docteur Martin, 38000 Grenoble
- **TABAC PRESSE LE JAURÈS** - 63 Grande Rue, 38160 Saint-Marcellin

## Abonnement annuel

**- Vos coordonnées**

Nom Prénom (\*) : .....

Adresse (\*) : .....

Code postal (\*) : ..... Ville (\*) : .....

Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(\*) : .....

**- Montant (\*) :**

Formule soutien 50,00 euros pour un an       Formule classique 30,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (\*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard – BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (\*) : .....

A (\*) : .....

Signature (\*) :

# QUINZAINE du NUMÉRIQUE

Spécial jeu vidéo

12 > 23  
mars 2024



Dans les quatre médiathèques